

Lanceurs d'alerte: ces femmes qui ont osé briser le silence

Publié 08 mars 2025 - Par Guillaume Le Nagard, Virginie Skrzyniarz

Citoyennes engagées, lanceuses d'alerte, militantes infatigables... des femmes font progresser la société tout entière. Ces combattantes font valoir le droit des plus faibles. Quel qu'en soit le prix.



D'Erin Brockovich à Gisèle Pelicot, des lanceuses d'alerte sur tous les fronts

Pendant des semaines d'audience judiciaire, la dignité et le courage de Gisèle Pelicot ont forcé le respect. Elle a refusé le huis clos pour son procès et porte, la tête haute, le témoignage public des nombreux viols qu'elle a subis. Au-delà de son cas personnel, elle plaide pour tant d'autres femmes (lire ci-contre). Qu'il s'agisse de violences sexuelles, mais aussi de santé, de pollution, de dérives financières, elles sont nombreuses celles qui ont tiré la sonnette d'alarme, s'élevant contre leur hiérarchie, l'administration, des puissances d'argent... parfois contre une société plus frileuse qu'elles. Et ce, quels qu'en soient les conséquences et les risques personnels. On se souvient d'Erin Brockovich, interprétée par Julia Roberts à l'écran*, dans son combat pour restaurer les droits d'habitants de Californie victimes d'une pollution des eaux mortelle, qui fit plier un géant de l'industrie. Voici notre – trop courte – galerie de portraits de ces femmes d'exception.

* *Erin Brockovich, seule contre tous*, de Steven Soderbergh, 2000.

Maybeline Moreau: "Ce que je dois à Gisèle Pelicot"

"Elle nous représente toutes, nous les victimes de l'ombre. J'ai 50 ans et j'ai subi ce que l'on nomme aujourd'hui "viol sous soumission chimique", à deux reprises, l'année de mes 24 ans. Il est si difficile de porter plainte, de se soumettre à des examens légestes en se disant que ça ne servira à rien, d'entendre qu'on aurait "rêvé". Madame Pelicot, par son action et son courage, a un effet thérapeutique pour les victimes dont je fais partie qui n'ont pas pu obtenir justice. Je la félicite et la remercie de la part de toutes celles qui, comme moi, ont porté ce traumatisme une vie entière. Enfin, je n'ai plus honte."

Irène Frachon: une vie percutée par le Mediator

Pour Irène Frachon, [la pneumologue qui a dénoncé les effets du Mediator](#), le combat, de quatorze ans, n'est pas terminé. Des centaines de familles de victimes n'ont toujours pas été indemnisées et le laboratoire Servier, qui commercialisait ce médicament, s'est pourvu auprès de la Cour de cassation, juridiction suprême en France. Il a déjà perdu en première instance, puis en appel en 2023. Rien ne prédestinait cette praticienne qui menait une existante paisible à Brest à faire en 2010 la une des médias. Irène Frachon s'est retrouvée au coeur de l'une des plus grosses affaires biomédicales et pharmaceutiques du siècle en dénonçant le scandale de ce médicament, un "coupe-faim" présenté comme antidiabétique (et non l'inverse, précise-t-elle) et vendu à 5 millions de personnes. Il est à l'origine de graves lésions cardio-vasculaires et de plus de 2000 décès en France. Le laboratoire Servier qui le vendait depuis 1976 connaissait sa toxicité. "Je suis une personne ordinaire qui a été embarquée dans une histoire extraordinaire, résume la sexagénaire. J'ai découvert un crime industriel hors norme et, **durant quinze ans, mon seul moteur a été d'obtenir réparation pour les victimes**. De pneumologue, je me suis retrouvée mediatorologue et j'en suis triste." Le médicament a été retiré de la vente en 2009 et le groupe Servier a

été condamné à rembourser 415 millions d'euros aux organismes de la Sécurité sociale. Une première. Cette lutte achevée, Irène Frachon "aimerait tourner la page et s'occuper – enfin – des siens".

Lire aussi > [Irène Frachon: "L'instruction a mené un travail remarquable pour le procès du Mediator"](#)

Céline Boussié: pour la dignité des enfants hébergés en institut

Lorsqu'elle y a été embauchée, en 2008, Céline Boussié s'est rapidement rendu compte qu'il y avait un problème au sein de l'institut médico-éducatif (IME) de Moussaron, à Condom (Gers). "Les employés n'étaient pas formés au polyhandicap, explique l'éducatrice. Et la charge de travail était telle qu'ils n'avaient pas le temps de s'occuper véritablement des enfants. Sans parler de la nourriture rationnée et des installations vétustes." Rapidement, la jeune femme constate d'autres graves dysfonctionnements. "Des petits laissés nus, des seaux pour la toilette, des enfants attachés à des lits à barreaux ou enfermés dans des cages en Plexiglas, voire des pensionnaires qui meurent en silence", Céline Boussié s'émeut encore à l'évocation de ces souvenirs. "On ne se remet pas d'une telle violence", confie-t-elle. Elle alerte alors la direction qui fait la sourde oreille. En 2013, elle craque et dénonce cette maltraitance institutionnelle. Comme trois autres éducateurs avant elle, elle est poursuivie pour diffamation par le centre. Le début d'une descente aux enfers, qui lui vaudra d'être placée sous protection policière, après avoir reçu des menaces dans sa boîte aux lettres. "Je savais que ça allait être difficile, glisse-t-elle. Mais je n'imaginai pas tant d'acharnement, y compris de la part de collègues et de parents de résidents." **En 2017, Céline Boussié est relaxée par le tribunal correctionnel de Toulouse, une première en France pour un lanceur d'alerte.** "L'IME de Moussaron n'a pas été condamné, déplore-t-elle. Mais j'espère avoir contribué à libérer la parole dans le secteur médico-social."

Anne Mahrer: son combat contre l'inaction climatique des politiques avec Aînées pour le climat

Une victoire historique: Anne Mahrer et son association ont fait plier l'État suisse devant la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), le 9 avril 2024. Cheveux grisonnants coupés court, cette "retraîtée non pratiquante" coprésidente Aînées pour le climat, association de 3 000 femmes de 64 ans ou plus. Ces "mamies", comme elles le disent, reprochent à la Confédération de ne pas respecter leur droit à la vie et à la santé: elles sont particulièrement vulnérables aux effets du réchauffement climatique en raison de l'inaction de la Suisse en la matière. Et pour la première fois, une cour de justice internationale a validé une requête liant le climat aux droits fondamentaux. "C'est le terme d'un marathon judiciaire de huit ans, se réjouit l'infatigable activiste de 76 ans. La décision va faire jurisprudence et pourra s'imposer aux autres états." Militante antinucléaire, députée du canton de Genève pour les Verts puis conseillère au parlement national, Anne Mahrer a l'habitude des combats qui durent. Avec Rosmarie Wydler-Wälti, l'autre coprésidente de cette association créée tout exprès, et avec une équipe d'avocats affûtés, elle a patiemment fait face au déni des instances helvétiques qui ont débouté les Aînées à plusieurs reprises, leur permettant de saisir la CEDH en dernier recours. Toujours très sollicitée depuis la décision européenne, Anne Mahrer ne regrette pas ses engagements: "J'avais une famille et une vie professionnelle et je suis parvenue à maintenir l'équilibre, même si c'est sportif. D'autre part, ces combats m'ont amenée à rencontrer des gens extraordinaires."

Brigitte Gothière: la lutte d'une vie contre la souffrance animale avec l'association L214

Des bovins égorgés sans étourdissement, des poussins broyés vivants, des lapins et des poules enfermés dans des cages exigües... Les vidéos choc tournées dans les élevages et abattoirs par l'association L214, que Brigitte

Gothièrre a cofondée en 2008, afin de dénoncer la maltraitance des animaux destinés à la consommation alimentaire, ont de quoi heurter la conscience du spectateur. Le rêve de cette ex-enseignante? Qu'on arrête de consommer des produits d'origine animale. "Les animaux sont des êtres doués de sensibilité et, si on les respecte, il faut cesser de les manger, soutient la quinquagénairre, elle-même végétarienne depuis plus de vingt ans. D'autant qu'on n'en a pas besoin pour être en bonne santé. Sans compter que la production de viande et de poisson a un impact environnemental considérable." Un point de vue et des méthodes qui font débat en France, mais qui n'empêchent pas Brigitte Gothièrre de porter sans faiblir la voix des animaux et de ceux qui défendent leur cause. "Nous tentons notamment d'inciter les mairies des grandes villes à doubler, voire à tripler, le nombre de repas végétariens hebdomadaires, explique la porte-parole de L214. Car ne l'oublions pas, toutes les mises à mort sont faites de souffrance, de douleurs et de peurs."

Qui peut être lanceur d'alerte? Quels droits, démarches et risques

- La loi Sapin II de 2016 renforcée en 2022 protège les lanceurs d'alerte.
- Dans une entreprise ou une association, le lanceur d'alerte doit faire un signalement en interne.
- Il est aussi possible de saisir l'autorité désignée par les textes, comme le parquet, la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil) ou le Défenseur des droits. Une divulgation publique (auprès des médias, par exemple) ne peut, elle, être envisagée qu'après ce signalement.
- Il est aussi conseillé de se faire accompagner par les syndicats, des associations comme Greenpeace ou Foodwatch, ou la Maison des lanceurs d'alerte, précise Me Juliette Alibert, avocate spécialisée dans la défense des droits humains.

SOURCE : <https://www.notretemps.com/famille/intergeneration/ces-femmes-lanceurs-d-alerte-ont-ose-briser-le-silence-107116>